



Tableau de bord

de la mise en œuvre de la feuille de route
de la grande conférence sociale

des 7 et 8 juillet 2014



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Séquence initiale Démocratie sociale

Les mesures	État d'avancement	Focus
Loi organique déclinant les principes d'application du projet de loi constitutionnelle sur le dialogue social	La loi organique est prête et a été présentée au Conseil des Ministres.	
Représentativité patronale	Réforme de la représentativité patronale établie par la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle et à la démocratie sociale.	La représentativité patronale, pendant de la représentativité syndicale
Représentativité syndicale	Rapport soumis pour avis à la CNNC du 16 décembre 2013 et transmis au Parlement.	
Moyens des organisations professionnelles et syndicales	Réforme du financement des organisations syndicales et patronales établie par la loi du 5 mars 2014. Négociations à venir entre partenaires sociaux pour la mise en place d'un fonds paritaire.	Un financement du paritarisme renoué et transparent
Structuration conventionnelle des branches	Nouvelles dispositions relatives à la structuration des branches inscrites dans la loi du 5 mars 2014.	
Transparence des comptes des comités d'entreprise	Dispositions relatives à la transparence des comités d'entreprise adoptées dans la loi du 5 mars 2014.	Transparence des comptes des comités d'entreprise

Table ronde 1

Emploi et Formation professionnelle



Les mesures	État d'avancement	Focus
1. Mobilisation immédiate pour l'emploi		
Cadrage général de la mobilisation pour l'emploi	Réunions périodiques avec des échéances d'ores et déjà fixées. 10 juillet 2013 : réunion de lancement de la mobilisation et fixation du cadre opérationnel de l'initiative immédiate de formation des demandeurs d'emploi.	10 juillet 2013 : 1^{re} réunion de mobilisation pour l'emploi
Partenariats sur la sécurisation des parcours professionnels	Lancement fin 2013 par le FPSPP d'un appel à projets « accompagnement des mutations économiques » par la formation professionnelle sur la base d'une convention cadre État-CPNFP-ARF. Adoption dans le cadre du programme investissements d'avenir 2 d'un nouveau programme « partenariats territoriaux pour la formation professionnelle et l'emploi ».	
Transparence du marché du travail	En cours de mise en œuvre.	132 000 emplois d'avenir depuis le lancement du dispositif
Accompagnement des entreprises	Expérimentations avec des équipes dédiées à la relation entreprises. Premiers résultats en juin.	
Accompagnement des demandeurs d'emploi	Lancement de l'expérimentation et mise en œuvre d'une nouvelle modalité d'accompagnement global dans 3 départements à ce stade, mais des dizaines de départements semblent déjà prêts à s'engager. Des centaines de demandeurs d'emploi sont déjà accompagnés dans le cadre de cet accompagnement global.	
Accompagnement des jeunes	Expérimentation de la garantie jeunes lancée en septembre 2013 avec 10 premiers territoires.	82 000 formations prioritaires pour l'emploi portées par le plan 30 000 puis 100 000
Formations prioritaires pour l'emploi	Avec plus de 38 000 inscriptions supplémentaires en formation, bilan positif du plan 30 000 au 31/12/2013. Lancement en 2014 du plan 100 000 formations prioritaires pour l'emploi, incluant un appel à projets spécifique du FPSPP « formations nationales ».	
2. Chantiers structurants pour préparer l'avenir		
Réforme de la formation professionnelle et de l'alternance	Suite à l'ANI du 14 décembre 2013, promulgation de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale qui met notamment en œuvre le compte personnel de formation pour les salariés et les demandeurs d'emploi, oriente vers l'apprentissage des ressources supplémentaires issues de la taxe d'apprentissage et sécurise le parcours des apprentis. Amélioration des droits à la retraite des apprentis. Appel à projets lancé en 2013 pour une expérimentation destinée à prévenir les ruptures de contrats d'apprentissage. 14 projets retenus. Premier bilan prévu à l'automne 2014.	Création d'un compte personnel de formation
Convention d'assurance chômage	Signature d'un protocole d'accord le 22 mars. Agrément par le gouvernement fin juin pour une entrée en vigueur le 1 ^{er} juillet.	Réforme de la représentativité patronale
Orientation tout au long de la vie et formation des demandeurs d'emploi	Finalisation à l'été 2014 d'un accord cadre État / ARF ayant vocation à faciliter la généralisation au 1 ^{er} janvier 2015 du service public régional de l'orientation sur la base de l'engagement des acteurs dans les 8 régions préfiguratrices.	
Lutte contre l'illettrisme	Adoption à son Conseil d'administration de mars 2014 d'une nouvelle feuille de route par l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme sur la base du rapport élaboré par le CNFPTLV.	Réforme du financement des organisations syndicales
Stages	Loi promulguée en juin. Décrets d'application pris d'ici la rentrée.	
Validation des acquis de l'expérience	Assouplissement des conditions d'accès à la validation des acquis de l'expérience et renforcement de l'accompagnement des personnes par la loi du 5 mars 2014 (article 7).	



Table ronde 2 Conditions de travail et santé des salariés

Les mesures	État d'avancement	Focus
Plan Santé au Travail	La gouvernance de la santé au travail est en cours de rénovation. Les orientations ont été actées par le COCT du 30 juin. Le travail sur le PST 3 peut débuter.	Vers une nouvelle gouvernance de la santé au travail et un 3 ^e plan santé au travail
Efficacité du dispositif de surveillance de la santé des travailleurs	Un rapport sur l'INRS a été présenté aux partenaires sociaux au printemps et servira notamment de base à un travail de cartographie des dispositifs de veille.	
Gouvernance santé au travail	Ce groupe paritaire sur la gouvernance a rendu ses conclusions en mai avec des propositions concrètes qui seront reprises par le ministre au COCT avant la mi-juillet.	
Réforme des services santé au travail	Un premier bilan de la réforme sur les services santé au travail a été présenté au COCT en février puis à une commission spécialisée en avril.	À partir du 1 ^{er} juillet, la durée minimale des temps partiel sera de 24 heures.
CHSCT	Le professeur Verkindt a rendu son rapport sur les CHSCT, un temps d'échanges avec les partenaires sociaux s'ouvrira dans le cadre des discussions sur les instances représentatives du personnel.	26 juin 2014 : adoption de la loi sur les stages
Usure professionnelle	Des expérimentations sont en cours dans le cadre de la COG de la CNAM-TS. Une convention est également en cours de finalisation entre l'ANACT et la CNAM-TS pour mettre en place des expérimentations dans 5 régions autour de la thématique de l'usure professionnelle.	26 juin 2014 : adoption en deuxième lecture de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes
Égalité professionnelle	Stratégie de contrôle qui a permis 5 000 accords ou plans d'entreprise. Transposition de l'ANI dans la loi. Expérimentations sur la base de 230 actions. Groupe de travail paritaire pour préparer une mission permanente du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle. Rapport de Laurence Pécaut-Rivolier sur la lutte contre les discriminations. Installation du groupe de travail des partenaires sociaux sur la thématique de l'égalité dans la classification.	Rapport Pécaut-Rivolier pour agir contre les discriminations collectives
Temps partiel	Application au 1 ^{er} juillet 2014 de la règle des 24 heures (22 accords signés, 30 % des salariés à temps partiel couverts, ce qui représente près d'un million de salariés). Bon avancement des négociations collectives pour la mise en œuvre.	
Qualité de vie au travail	Transposition de l'ANI du 19 juin 2013 sur la négociation et mise en place du dispositif d'accompagnement des négociateurs par l'ANACT. Sur télétravail, lancement en avril par l'ANACT d'un programme d'accompagnement en direction des PME.	

Table ronde 3

Retraites et protection sociale



Les mesures	État d'avancement	Focus
Protection sociale	<p>Rapport du HCFIPS sur les perspectives de financement à moyen-long terme des régimes de protection sociale remis le 17 janvier 2014.</p> <p>Point sur les évolutions du financement de la protection sociale remis le 5 mars 2014.</p> <p>Évolutions du financement de la protection sociale annoncées dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité et figurant dans le PLFRSS.</p>	<p>Partage équitable des efforts</p> <p>Adaptation du système à l'allongement de l'espérance de vie</p> <p>Des mesures de justice pour les femmes et les apprentis</p> <p>Création d'un compte de prévention de la pénibilité</p>
Retraites	<p>Loi présentée et adoptée le 20 janvier 2014 après une phase de concertation durant l'été.</p> <p>Textes d'application en cours de publication.</p>	



Table ronde 4 Développer les filières et anticiper les emplois de demain

Les mesures	État d'avancement	Focus
Démarches de filières	12 CSF ont validé leur contrat de filière en 2013 : aéronautique, alimentaire, automobile, biens de consommation, chimie et matériaux, éco-industries (hs efficacité énergétique), ferroviaire, industries et technologies de santé, mode et luxe, naval, nucléaire, numérique. Le CSF Industries extractives et 1 ^{re} transformation ainsi que le CSF Bois, les valideront en 2014.	12 comités stratégiques de filière ont validé leur contrat de filière en 2013
Mise en place de grands projets industriels structurants à l'horizon 2020	34 plans retenus avec déclinaison d'actions concrètes publiques et privées – 27 feuilles de route en voie de finalisation et 9 validées.	
Relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants	À l'issue de cette concertation, une nouvelle approche de la relation sera définie en lien avec les constructeurs automobiles.	
Évaluation des aides aux entreprises et notamment du CICE	Rapport présenté au PM le 18 juin 2013. Le CIMAP du 17/07/13 a décidé de recentrer les aides de l'État aux entreprises autour de 4 priorités (innovation, industrie, investissement, international) Objectif : 1,1 M€ d'économies en 2014 et 2 M€ en 2015.	
Renforcer notre capacité collective d'observation et de prospective		
Identification des secteurs et métiers de demain	Rapport en cours d'élaboration. Il sera finalisé en septembre – retards liés à la révision des scénarios macro. Des premiers éléments seront présentés lors de la prochaine grande conférence sociale en lien avec l'exercice France dans 10 ans.	34 plans de reconquête industrielle
Création d'un réseau d'observation et de prospective des emplois et des compétences	Le réseau est mis en place, il a un président et il a tenu sa première réunion le 19 mars. Par ailleurs, il se dotera dans les prochaines semaines d'un programme de travail. Le document d'appui sur la prospective régionale a été publié et celui sur les branches est en cours de production.	
Identification des besoins d'information prospective des filières	Un nouveau cahier des charges du groupe transverse emploi / formation qui intègre cette dimension a été élaboré. Les travaux du groupe transverse sur le sujet sont initiés.	
Construire des stratégies partagées d'anticipation des évolutions économiques et faire évoluer l'offre de formation en conséquence		
Bilan et redynamisation des démarches de GPEC	Ce bilan a été préparé par la DGEFP pour un partage avec les partenaires fin juin. La définition d'un cadre de relance des démarches d'anticipation pourrait être évoqué lors de la prochaine GCS.	19 mars 2014 : début du travail du réseau d'observation et de prospective des emplois et compétences.
Secteurs et filières d'avenir	Plan emploi formation dans le numérique qui est prêt et sera annoncé avant la fin de l'été. - Lancement du projet emploi store. - Poursuite des travaux avec la filière recyclage. - Nombreux projets sur la transition écologique suite à la conférence environnementale 2013 : - développement des POE ; - ADEC rénovation énergétique des bâtiments ; - création d'un groupe de travail <i>ad hoc</i> du CNFPTLV sur l'impact de la transition écologique sur les compétences et les formations.	
Développement des formations initiales techniques	Travail avec le CNEE et l'Éducation nationale sur le sujet, notamment dans le cadre des campus des métiers.	
Développer les transitions professionnelles et les passerelles au sein et entre les filières		
Dynamiques de filières autour des enjeux et des compétences	ADEC métiers de l'autonomie signés par tous les partenaires de la branche sauf la CGT et en cours de mise en œuvre. Préparation d'un ADEC petite enfance et de deux CEP Tourisme et Silver Economy.	Lancement de 3 démonstrateurs territoriaux pour des mobilités organisées
Développement de passerelles entre filières	Lancement de 3 démonstrateurs territoriaux pour tester un dispositif grandeur nature qui puisse porter des mobilités organisées (collectives et individuelles) entre entreprises, entre filières industrielles, entre industrie et services. Premier démonstrateur sur le bassin d'emploi de Châtellerauld, puis ceux de Caen et de Valenciennes.	
Réflexion sur la gouvernance des interventions territoriales en matière de mutations économiques	Poursuite de la démarche de plateformes d'appui aux mutations économiques en 2014 et préparation d'un appel à projet PIA : partenariats pour la formation et l'emploi visant à soutenir des projets territoriaux innovants en matière d'accompagnement des mutations économiques par la formation.	

Table ronde 5 Modernisation de l'action publique



Les mesures	État d'avancement	Focus
Mission confiée au CGSP	Participation à la démarche d'évaluation des politiques publiques et programme de travail présenté aux partenaires sociaux.	<div data-bbox="1832 368 2152 520">Conseil national de simplification</div>
Structure de concertation entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux	La commission service public du CGSP devrait être mise en place avant la fin de l'année.	
Choc de simplification	Le choc de simplification a été annoncé lors du CIMAP du 17 juillet 2013.	
Baromètre qualité des services publics	Mise en place de l'indicateur lors du CIMAP de juillet 2013.	
Présence territoriale des services publics	Concertation en cours.	



Table ronde 6 Relancer l'Europe sociale

Les mesures	État d'avancement	Focus
Initiative pour l'emploi des jeunes	3 réunions du CDSEI consacrées à la thématique. Programme opérationnel approuvé le 3 juin. 310 millions de financements IEJ mobilisables en France pour 2014/2015 (doublés de FSE).	Une initiative européenne pour l'emploi des jeunes
Apprentissage et alternance	3 réunions du CDSEI consacrées à la thématique. Engagement de démarches pour que la Commission européenne ouvre une consultation sur un statut européen de l'apprenti dans le cadre de la mise en œuvre du programme Erasmus+ (2014-2020).	9 décembre 2013 : accord ambitieux entre les gouvernements sur le détachement des travailleurs
Stages	Réunion du CDSEI du 6 mars préparatoire au Conseil EPSSCO. Consultation des partenaires sociaux sur la proposition de recommandation du Conseil relative à un cadre de qualité pour les stages. Contributions envoyées à la Commission.	
Détachement des travailleurs	7 réunions du CDSEI, dont deux présidées par le ministre. Mise en place du groupe et adoption de la directive par le conseil le 9 décembre 2013 et par le Parlement européen au printemps 2014. Directive publiée. Au niveau national : transposition de ces dispositions par la loi Savary.	16 avril 2014 : adoption par le Parlement européen de la directive détachement, pour lutter contre le dumping social et l'exploitation
Dialogue social en Europe	Réunion du CDSEI du 3 mars.	
Dumping social	Promotion du salaire minimum dans chaque État-membre et présentation d'une initiative aux partenaires européens. Intégration des enjeux de distorsion de concurrence liés au financement de la protection sociale dans les travaux du Haut Conseil du financement de la protection sociale.	Adoption de la loi de lutte contre la concurrence sociale déloyale
Appréciation des performances sociales des États membres	Un jeu de 5 indicateurs sociaux a été intégré au semestre européen.	
Sécurité et santé au travail	CDSEI 13/09 consacré à la consultation de la Commission européenne sur la sécurité et santé au travail. Point d'information de la DGT sur le projet de réponse des autorités françaises : les partenaires sociaux sont favorables à une nouvelle stratégie européenne et soulignent la nécessité de garantir son effectivité.	Erasmus ouvert aux apprentis